

Point de vue

Tunisie, Egypte : quand un vent d'est balaie l'arrogance de l'Occident

vendredi 18 février 2011, par [BADIOU Alain](#) (Date de rédaction antérieure : 18 février 2011).

Le vent d'est l'emporte sur le vent d'ouest. Jusqu'à quand l'Occident désœuvré et crépusculaire, la « communauté internationale » de ceux qui se croient encore les maîtres du monde, continueront-ils à donner des leçons de bonne gestion et de bonne conduite à la terre entière ? N'est-il pas risible de voir quelques intellectuels de service, soldats en déroute du capitalo-parlementarisme qui nous tient lieu de paradis mité, faire don de leur personne aux magnifiques peuples tunisiens et égyptiens, afin d'apprendre à ces peuples sauvages le b.a.ba de la « démocratie » ? Quelle affligeante persistance de l'arrogance coloniale ! Dans la situation de misère politique qui est la nôtre depuis trois décennies, n'est-il pas évident que c'est nous qui avons tout à apprendre des soulèvements populaires du moment ? Ne devons-nous pas de toute urgence étudier de très près tout ce qui, là-bas, a rendu possible le renversement par l'action collective de gouvernements oligarchiques, corrompus, et en outre - et peut-être surtout - en situation de vassalité humiliante par rapport aux Etats occidentaux ?

Oui, nous devons être les écoliers de ces mouvements, et non leurs stupides professeurs. Car ils rendent vie, dans le génie propre de leurs inventions, à quelques principes de la politique dont on cherche depuis bien longtemps à nous convaincre qu'ils sont désuets. Et tout particulièrement à ce principe que Marat ne cessait de rappeler : quand il s'agit de liberté, d'égalité, d'émancipation, nous devons tout aux émeutes populaires.

On a raison de se révolter. De même qu'à la politique, nos Etats et ceux qui s'en prévalent (partis, syndicats et intellectuels serviles) préfèrent la gestion, de même à la révolte, ils préfèrent la revendication, et à toute rupture la « transition ordonnée ». Ce que les peuples égyptiens et tunisiens nous rappellent, c'est que la seule action qui soit à la mesure d'un sentiment partagé d'occupation scandaleuse du pouvoir d'Etat est le levée en masse. Et que dans ce cas, le seul mot d'ordre qui puisse fédérer les composantes disparates de la foule est : « *toi qui est là, va-t'en.* » L'importance exceptionnelle de la révolte, dans ce cas, sa puissance critique, est que le mot d'ordre répété par des millions de gens donne la mesure de ce que sera, indubitable, irréversible, la première victoire : la fuite de l'homme ainsi désigné. Et quoi qu'il se passe ensuite, ce triomphe, illégal par nature, de l'action populaire, aura été pour toujours victorieux. Or, qu'une révolte contre le pouvoir d'Etat puisse être absolument victorieuse est un enseignement de portée universelle. Cette victoire indique toujours l'horizon sur lequel se détache toute action collective soustraite à l'autorité de la loi, celui que Marx a nommé « *le dépérissement de l'Etat* ».

A savoir qu'un jour, librement associés dans le déploiement de la puissance créatrice qui est la leur, les peuples pourront se passer de la funèbre coercition étatique. C'est bien pour cela, pour cette idée ultime, que dans le monde entier une révolte jetant à bas une autorité installée déclenche un enthousiasme sans bornes.

Une étincelle peut mettre le feu à la plaine. Tout commence par le suicide par le feu d'un homme réduit au chômage, à qui on veut interdire le misérable commerce qui lui permet de

survivre, et qu'une femme-flic gifle pour lui faire comprendre ce qui dans ce bas monde est réel. Ce geste s'élargit en quelques jours, quelques semaines, jusqu'à des millions de gens qui crient leur joie sur une place lointaine et au départ en catastrophe de puissants potentats. D'où vient cette expansion fabuleuse ? La propagation d'une épidémie de liberté ? Non. Comme le dit poétiquement Jean-Marie Gleize, « *un mouvement révolutionnaire ne se répand pas par contamination. Mais par résonance. Quelque chose qui se constitue ici résonne avec l'onde de choc émise par quelque chose qui s'est constitué là-bas* ». Cette résonance, nommons-là « événement ». L'événement est la brusque création, non d'une nouvelle réalité, mais d'une myriade de nouvelles possibilités.

Aucune d'entre elles n'est la répétition de ce qui est déjà connu. C'est pourquoi il est obscurantiste de dire « *ce mouvement réclame la démocratie* » (sous-entendu, celle dont nous jouissons en Occident), ou « *ce mouvement réclame une amélioration sociale* » (sous-entendu, la prospérité moyenne du petit-bourgeois de chez nous). Parti de presque rien, résonant partout, le soulèvement populaire crée pour le monde entier des possibilités inconnues. Le mot « démocratie » n'est pratiquement pas prononcé en Egypte. On y parle de « nouvelle Egypte », de « vrai peuple égyptien », d'assemblée constituante, de changement absolu d'existence, de possibilités inouïes et antérieurement inconnues. Il s'agit de la nouvelle plaine qui viendra là où n'est plus celle à laquelle l'étincelle du soulèvement a finalement mis le feu. Elle se tient, cette plaine à venir, entre la déclaration d'un renversement des forces et celle d'une prise en main de tâches neuves. Entre ce qu'a dit un jeune tunisien : « *Nous, fils d'ouvriers et de paysans, sommes plus forts que les criminels* » ; et ce qu'a dit un jeune égyptien : « *A partir d'aujourd'hui, 25 janvier, je prends en main les affaires de mon pays.* »

Le peuple, le peuple seul, est le créateur de l'histoire universelle. Il est très étonnant que dans notre Occident, les gouvernements et les média considèrent que les révoltés d'une place du Caire soient « le peuple égyptien ». Comment cela ? Le peuple, le seul peuple raisonnable et légal, pour ces gens, n'est-il pas d'ordinaire réduit, soit à la majorité d'un sondage, soit à celle d'une élection ? Comment se fait-il que soudain, des centaines de milliers de révoltés soient représentatifs d'un peuple de quatre-vingt millions de gens ? C'est une leçon à ne pas oublier, que nous n'oublierons pas.

Passé un certain seuil de détermination, d'obstination et de courage, le peuple peut en effet concentrer son existence sur une place, une avenue, quelques usines, une université... C'est que le monde entier sera témoin de ce courage, et surtout des stupéfiantes créations qui l'accompagnent. Ces créations vaudront preuve qu'un peuple se tient là. Comme l'a dit fortement un manifestant égyptien : « *avant je regardais la télévision, maintenant c'est la télévision qui me regarde.* »

RÉSoudre DES PROBLÈMES SANS L'AIDE DE L'ÉTAT

Dans la foulée d'un événement, le peuple se compose de ceux qui savent résoudre les problèmes que l'événement leur pose. Ainsi de l'occupation d'une place : nourriture, couchage, garde, banderoles, prières, combats défensifs, de telle sorte que le lieu où tout se passe, le lieu qui fait symbole, soit gardé à son peuple, à tout prix. Problèmes qui, à échelle de centaines de milliers de gens venus de partout, paraissent insolubles, et d'autant plus que, sur cette place, l'Etat a disparu. Résoudre sans l'aide de l'Etat des problèmes insolubles, c'est cela, le destin d'un événement. Et c'est ce qui fait qu'un peuple, soudain, et pour un temps indéterminé, existe, là où il a décidé de se rassembler.

Sans mouvement communiste, pas de communisme. Le soulèvement populaire dont nous parlons est manifestement sans parti, sans organisation hégémonique, sans dirigeant reconnu. Il sera toujours temps de mesurer si cette caractéristique est une force ou une faiblesse. C'est en tout cas ce qui fait qu'il a, sous une forme très pure, sans doute la plus pure depuis la Commune de Paris, tous les traits de ce qu'il faut appeler un communisme de mouvement. « Communisme » veut dire

ici : création en commun du destin collectif. Ce « commun » a deux traits particuliers. D'abord, il est générique, représentant, en un lieu, de l'humanité toute entière. Dans ce lieu, il y a toutes les sortes de gens dont un peuple se compose, toute parole est entendue, toute proposition examinée, toute difficulté traitée pour ce qu'elle est. Ensuite, il surmonte toutes les grandes contradictions dont l'Etat prétend que lui seul peut les gérer sans jamais les dépasser : entre intellectuels et manuels, entre hommes et femmes, entre pauvres et riches, entre musulmans et coptes, entre gens de la province et gens de la capitale...

Des milliers de possibilités neuves, concernant ces contradictions, surgissent à tout instant, auxquelles l'Etat - tout Etat - est entièrement aveugle. On voit des jeunes femmes médecins venues de province soigner les blessés dormir au milieu d'un cercle de farouches jeunes hommes, et elles sont plus tranquilles qu'elles ne le furent jamais, elles savent que nul ne touchera un bout de leurs cheveux. On voit aussi bien une organisation d'ingénieurs s'adresser aux jeunes banlieusards pour les supplier de tenir la place, de protéger le mouvement par leur énergie au combat. On voit encore un rang de chrétiens faire le guet, debouts, pour veiller sur les musulmans courbés dans leur prière. On voit les commerçants nourrir les chômeurs et les pauvres. On voit chacun parler à ses voisins inconnus. On lit mille pancartes où la vie de chacun se mêle sans hiatus à la grande Histoire de tous. L'ensemble de ces situations, de ces inventions, constituent le communisme de mouvement. Voici deux siècles que le problème politique unique est celui-ci : comment établir dans la durée les inventions du communisme de mouvement ? Et l'unique énoncé réactionnaire demeure : « cela est impossible, voire nuisible. Confions-nous à l'Etat ». Gloire aux peuples tunisiens et égyptiens qui nous rappellent au vrai et unique devoir politique : face à l'Etat, la fidélité organisée au communisme de mouvement.

Nous ne voulons pas la guerre, mais nous n'en avons pas peur. On a partout parlé du calme pacifique des manifestations gigantesques, et on a lié ce calme à l'idéal de démocratie électorale qu'on prêtait au mouvement. Constatons cependant qu'il y a eu des morts par centaines, et qu'il y en a encore chaque jour. Dans bien des cas, ces morts ont été des combattants et des martyrs de l'initiative, puis de la protection du mouvement lui-même. Les lieux politiques et symboliques du soulèvement ont dû être gardés au prix de combats féroces contre les miliciens et les polices des régimes menacés. Et là, qui a payé de sa personne, sinon les jeunes issus des populations les plus pauvres ? Que les « classes moyennes », dont notre inespérée Michèle Alliot-Marie a dit que l'aboutissement démocratique de la séquence en cours dépendait d'elles et d'elles seules, se souviennent qu'au moment crucial, la durée du soulèvement n'a été garantie que par l'engagement sans restriction de détachements populaires. La violence défensive est inévitable. Elle se poursuit du reste, dans des conditions difficiles, en Tunisie, après qu'on ait renvoyé à leur misère les jeunes activistes provinciaux.

Peut-on sérieusement penser que ces innombrables initiatives et ces sacrifices cruels n'ont pour but fondamental que de conduire les gens à « choisir » entre Souleiman et El Baradei, comme chez nous on se résigne piteusement à arbitrer entre MM. Sarkozy et Strauss-Kahn ? Telle serait l'unique leçon de ce splendide épisode ?

Non, mille fois non ! Les peuples tunisiens et égyptiens nous disent : se soulever, construire le lieu public du communisme de mouvement, le défendre par tous les moyens en y inventant les étapes successives de l'action, tel est le réel de la politique populaire d'émancipation. Il n'y a certes pas que les Etats des pays arabes qui soient anti-populaires et, sur le fond, élections ou pas, illégitimes. Quel qu'en soit le devenir, les soulèvements tunisiens et égyptiens ont une signification universelle. Ils prescrivent des possibilités neuves dont la valeur est internationale.

Alain Badiou, philosophe

P.-S.

* LEMONDE.FR | 18.02.11 | 12h41 • Mis à jour le 18.02.11 | 12h41.